



**PRÉFET  
D'ILLE-  
ET-VILAINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**ARRÊTÉ  
portant mise en demeure de la société CLERMONT  
pour ses installations classées situées sur la commune de Liffré**

**La préfète déléguée pour la défense et la sécurité de la zone Ouest  
préfète d'Ille-et-Vilaine par intérim**

**Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6 à L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, L. 557-28, L. 557-53 et L. 557-60 ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 22 septembre 2023 nommant M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

**Vu** le décret du 23 juillet 2025 portant nomination de Mme Aurore LE BONNEC, préfète déléguée pour la défense et la sécurité auprès du préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

**Vu** le décret du 19 novembre 2025 portant cessation de fonctions de M. Amaury de SAINT-QUENTIN préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 relatif aux installations de réfrigération employant l'ammoniac comme fluide frigorigène soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 4735 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié n° 35564 du 30 janvier 2006 autorisant la société CLERMONT à exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement à Liffré ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 1er décembre 2025 portant délégation de signature à M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

**Vu** le courrier et le rapport de l'inspection des installations classées du 5 juillet 2022 suite à la visite d'inspection du 14 juin 2022 ;

**Vu** le courrier et le rapport de l'inspection des installations classées du 17 octobre 2025 transmis à l'exploitant le 20 octobre 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** les observations de l'exploitant sur le rapport d'inspection formulées par courriel du 20 octobre 2025 ;

**Vu** le courrier en date du 23 octobre 2025, reçu le 24 octobre 2025 par lequel l'exploitant a été invité à formuler ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure ;

**Vu** les observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure formulées par courrier du 26 novembre 2025 ;

**Considérant** que la visite d'inspection du 30 septembre 2025 et le contrôle documentaire des déclarations GIDAF de données d'autosurveillance des émissions dans les eaux superficielles de septembre 2024 et jusqu'en août 2025, par la société CLERMONT, ont permis de constater qu'environ :

- 37 % des volumes quotidiens d'eaux résiduaires rejetées ne respectent pas la valeur autorisée de 104 m<sup>3</sup> par jour fixée par l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral n°35564 du 30 janvier 2006 ;
- 33 % des rejets d'eaux résiduaires ne respectent pas la valeur autorisée en DCO de 2951 mg/l fixée par l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral n°35564 du 30 janvier 2006 ;
- 79 % des rejets d'eaux résiduaires ne respectent pas la valeur autorisée en MES de 903 mg/l fixée par l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral n°35564 du 30 janvier 2006 ;
- 23 % des rejets d'eaux résiduaires ne respectent pas la valeur autorisée en matières grasses de 201 mg/l fixée par l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral n°35564 du 30 janvier 2006 ;

**Considérant** l'engagement ferme pris par la société CLERMONT, dans son courrier du 26 novembre 2025, de se mettre en conformité concernant la qualité de ses rejets aqueux, afin de respecter les dispositions de l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2006 en transmettant :

- le cahier des charges de la station de traitement avant le 15/01/2026,
- le bon de commande des travaux de modernisation de la station avant le 15/03/2026,
- le bon d'achèvement des travaux de modernisation de la station avant le 15/07/2026.

**Considérant** que l'engagement de la société CLERMONT devrait permettre de lever ces points de non-conformités à l'échéance de août 2026 ;

**Considérant** que lors des visites d'inspection des 14 juin 2022 et 30 septembre 2025 et dans le cadre de l'examen des éléments en leur possession, les inspecteurs de l'environnement ont constaté que :

- l'exploitant ne justifie pas qu'il dispose du débit et de la quantité d'eau nécessaires définis conformément à l'article 8.2.3 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2006,
- l'exploitant ne justifie pas qu'il dispose du volume nécessaire au confinement des eaux incendie définis conformément à l'article 26 bis de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 ;

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 8.2.3 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2006 et aux dispositions de l'article 26 bis de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 ;

**Considérant** que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où l'absence de ces dispositifs peut pénaliser la lutte contre un éventuel incendie, ce qui pourrait majorer les impacts sur l'environnement (dégradation de la qualité de l'air, rejets d'eaux polluées dans l'environnement, etc.) ;

**Considérant** que lors des visites d'inspection des 14 juin 2022 et 30 septembre 2025 et dans le cadre de l'examen des éléments en leur possession, les inspecteurs de l'environnement ont

constaté que l'exploitant ne justifie pas qu'il dispose de l'étude des dangers mise à jour suite aux dernières modifications intervenues sur le site ;

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 13 et 14 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 ;

**Considérant** que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où l'absence de ces éléments ne précise pas les risques auxquels l'installation peut exposer la population, ne permet pas de réduire la probabilité d'occurrence des accidents et d'en limiter la gravité, ce qui pourrait majorer les impacts sur l'environnement et la population ;

**Considérant** dès lors que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société CLERMONT de régulariser sa situation ;

**Considérant** que Mme Aurore LE BONNEC, préfète déléguée pour la défense et la sécurité de la zone Ouest, exerce l'intérim du préfet d'Ille-et-Vilaine à compter du 1er décembre 2025 et jusqu'à l'installation d'un nouveau préfet ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>** :

La société CLERMONT, avenue de la forêt à LIFFRE (35340), exploitant une activité de découpe, charcuterie et salaison, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.2.3 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2006 et aux dispositions de l'article 26 bis de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 en mettant en place :

- des ressources en eau adaptées aux besoins, et ce, **dans un délai de six mois** à compter de la notification du présent arrêté ;
- des capacités de confinement des eaux d'incendie adaptées aux besoins, et ce, **dans un délai de douze mois** à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 2** :

La société CLERMONT, avenue de la forêt à LIFFRE (35340), exploitant une activité de découpe, charcuterie et salaison, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 13 et 14 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 en fournissant l'étude de dangers mise à jour suite aux dernières modifications intervenues sur le site, et ce, **dans un délai de six mois** à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 3** :

La société CLERMONT transmettra à monsieur le préfet d'Ille-et-Vilaine, à l'échéance des délais imposés, les pièces justifiant des actions de régularisation décrites aux articles 1 et 2 du présent arrêté.

### **Article 4** :

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 à 3 du présent arrêté dans les délais prévus par ces mêmes articles, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

#### **Article 5 :**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rennes, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application Télérecours citoyens accessible par le site <https://www.telerecours.fr>.


#### **Article 6 :**

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois, conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement.

#### **Article 7:**

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le directeur départemental de la protection des populations d'Ille-et-Vilaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée au maire de la commune de Liffré.

Fait à Rennes, le **04 DEC. 2025**  
Pour la préfète d'Ille-et-Vilaine par intérim,  
préfète déléguée pour la défense et  
la sécurité zone Ouest et par délégation,  
le secrétaire général



Pierre LARREY